

PREFACE

Joseph KI-ZERBO

L'éducation en Afrique, ce n'est pas encore l'école africaine. L'école est située en Afrique, mais elle ne conduit pas encore vraiment à l'Afrique. Il arrive plutôt qu'elle entraîne, qu'elle propulse hors d'Afrique les meilleurs jeunes cerveaux de ce continent pour les fixer en Occident, en vue de parachever leurs études et aussi hélas, de s'y installer pour la vie. Non pas tellement par attraction pour l'Europe ou l'Amérique du Nord, mais par rejet et répulsion de l'Afrique. Là aussi, notre continent dépense et capitalise pour les premières années de sélection de la matière grise, mais cette valeur ajoutée mentale qui est la valeur des valeurs va profiter aux autres. Les « fils à papa », qui sont les mieux placés dans cette fuite en avant, vont échapper à l'Afrique. Même les étudiants et futurs cadres qui poursuivent et achèvent leurs études en Afrique restent affectés d'un « occidentalotropisme » qui dénote que leur esprit est déjà ailleurs, que s'ils demeurent retenus chez eux, par le mental, ils ont déjà opéré une migration vers le « pôle Nord » de la planète.

Au total, l'éducation, qui devrait jouer un rôle de déclencheur dans la réaction en chaîne positive du cycle vertueux de la démocratie et du développement, continue à remplir la fonction de chaînon négatif dans le cercle vicieux structurel du mal africain.

On semble en prendre son parti. On affiche de moins en moins fort la volonté d'éradiquer l'analphabétisme, sauf par des slogans rituels qui prennent l'allure d'incantations. C'est pourquoi l'on peut valablement se poser les questions suivantes : l'école et même l'éducation en

Afrique ne sont-elles pas appelées à remplir une mission impossible ? Si non, quelle clé stratégique peut servir de démarreur à un système éducatif apte à mettre en branle le dispositif bloqué et bloquant qui prévaut jusqu'à nos jours, surtout dans les pays francophones d'Afrique ?

Le caractère impossible proviendrait de l'une ou plusieurs des conditions suivantes. D'abord de la famille. Celle-ci est la matrice de la société, la génitrice presque naturelle de l'éducation. L'accouchement est ainsi le premier moment de l'initiation humaine, premier chapitre de l'Histoire parce qu'il fournit à chacun un « logiciel » unique pour comprendre et transformer le monde, pour s'accomplir soi-même par la conscience et la culture.

La famille est le cadre majeur de l'éducation dans les années de la petite enfance, reconnues aujourd'hui comme la phase cruciale et presque définitive des efforts de l'apprenant humain. Car c'est le moment où il est doté en quelques années des éléments d'un code puissant à caractère culturel, mais quasi génétique et inamovible ; celui-ci n'exclut cependant pas les mutations ultérieures, y compris par « lavage de cerveau ». Or la famille africaine, comme dans les autres continents, est en voie de désagrégation.

D'une société précédemment structurée de telle sorte qu'on n'y trouvait pas d'orphelins, parce que le statut de la grande famille s'y opposait, on est passé à une situation où on les compte par milliers, par dizaines de milliers ; et nombre d'entre eux se retrouvent même abandonnés.

Non seulement les parents s'en remettent à la télévision pour distraire et instruire, former (ou déformer) leurs enfants, mais les maîtres, peu ou mal formés, mal payés¹, s'éloignent de la déontologie de leur métier devenu un simple gagne-pain.

La personne qui dans la famille est la mieux placée pour assumer la mission éducative, c'est incontestablement la femme. Car dans le système originel, le garçon dans ses premières années et la fillette pratiquement jusqu'à son mariage sont confiés à la garde quasi exclusive de la part féminine de la « cour ». Or, jusqu'à nos jours, la cause des femmes, malgré quelques progrès apparents dans les villes surtout, accuse des retards spécifiques graves qui atteignent par des « frappes chirurgicales » la gent féminine en particulier. Les choses dans ce domaine pro-

1. Cf. Jacques Ruffié, *De la Biologie à la Culture*, Paris, Flammarion, 1983.

gressent avec une lenteur géologique. La femme demeure le « fusible » principal dans les épreuves, tensions et conflits socio-politiques. Il s'agit là d'une des conditions structurelles du mal africain, facteur limitant qui opère entre le savoir et l'avoir, entre la formation et le développement.

Le cercle vicieux fondamental se situe entre le déficit de savoirs et le développement. Car celles qui sont en principe les mieux placées pour briser ce cercle en sont les premières victimes. Les femmes sont pauvres parce qu'elles sont ignorantes et ignorantes parce qu'elles sont pauvres. Mais, on le sait, au-dessus et au-delà du savoir et de l'avoir, il y a le pouvoir. Quel pouvoir brisera ce cercle vicieux ? Ce dernier n'aspire-t-il pas le pouvoir lui-même dans sa propre logique et sa propre dynamique ?

On a cru un moment que la décentralisation du pouvoir pourrait profiter davantage aux femmes. Encore faut-il que la décentralisation, la responsabilisation des bases et des collectivités locales ne soit pas une coquille vide abandonnée par L'État sans auto-financement possible (l'avoir) et sans autogestion (le pouvoir), avec en sus une prévalence de certains préjugés traditionnels (le savoir) à la base du corps social. Et il ne faut pas oublier que c'est précisément à ce niveau que sévit surtout la paupérisation, tueuse structurelle de l'école, mais elle-même produit structurel d'un « Plan d'Ajustement Structurel ».

L'aptitude des femmes à créer leur propre emploi dans le cadre de l'économie populaire plaide pour que, durant quelques générations, une discrimination positive leur soit appliquée. Cela n'est que justice et non privilège.

Cela n'a rien à voir avec le slogan de la « professionnalisation » de l'école ou de l'Université, qui prétend générer des capacités ajustées au Marché ; comme si le marché était un récipient inerte attendant qu'on le remplisse. Comme si le marché en Afrique n'était pas souvent un marché captif télécommandé par des opérateurs géants à visée monopolistique. Comme si derrière la « main invisible » du Marché il n'y avait pas presque toujours la main trop visible de la loi du plus fort.

Bref, ici comme ailleurs, l'approche systémique multidimensionnelle s'impose. C'est le parti qui a été pris dans cet ouvrage.

Et dès que cette approche est retenue, la cause de la femme (qui est celle de tout l'ensemble sociétal) occupe une position axiale, motrice et matrice, pour la dynamisation du système éducatif dans sa globalité. Clé universelle ? Oui ! Sauf que, parmi les sous-systèmes de la

dialectique du savoir, certains dépendent aussi d'autres systèmes (l'avoir, le pouvoir, l'être, le paraître, etc.) dont l'influence s'exerce selon des processus autonomes qui inhibent et perturbent les stratégies étroitement scolaires. D'où l'avantage d'intégrer au maximum ces stratégies dans un projet global de société.

En somme, non seulement l'éducation est dans tout, mais tout est dans l'éducation, y compris l'auto-ajustement structurel. Il s'agit de faire de l'Éducation une vaste entreprise de développement et du développement une vaste affaire d'Éducation ; c'est ce que les femmes tentent de réaliser chaque jour sous nos yeux.

Au-delà de la famille et de son noyau central qu'est la femme, les parties prenantes les plus décisives de l'acte éducatif en Afrique, ce sont l'État, le secteur privé et le corps enseignant. Mais l'Etat se désengage financièrement et surtout brade au plus offrant son autorité comme pilote de la reproduction sociale. Or cette autorité n'est pas et ne peut être reprise par le secteur privé, préoccupé avant tout de gestion profitable ou d'objectifs particuliers respectables mais non généraux. Pour l'autorité de l'État, il n'y a pas de repeneur à la mesure de l'enjeu et du statut, car l'Éducation relève non seulement de la souveraineté mais aussi de l'identité. On devrait lui accorder au moins autant d'importance qu'à la Défense Nationale.

Mais aujourd'hui, les États africains se suicident sur l'autel de la croissance à court terme. L'État africain est à peine ou pas du tout constitué, qu'on lui enjoint de renoncer au pouvoir, c'est-à-dire de se suicider.

Le Privé multiforme va envahir l'espace abandonné par l'État. Mais pour quoi faire ? On peut présumer que ce sera pour le meilleur et pour le pire. Ici comme ailleurs, les fruits du privé seront tantôt succulents, mais élitistes, tantôt très aigres, tantôt amers. Les résultats du privé ont tendance à s'aligner sur les normes du marché, reproducteur de la classe dominante dans des établissements haut de gamme, et formateur de la main-d'œuvre dans les écoles « ordinaires » : à l'image de la « société duale » et antagoniste que l'Afrique produit aujourd'hui, avec les laboratoires et les cliniques de luxe côtoyant les hôpitaux de misère. L'offre de savoir, comme l'offre de soins, est à la hauteur des bourses des élèves et des patients. Cela signifie que, dans un pays comme le Burkina Faso où la moitié des gens sont pauvres, la qualité de l'éducation établie au gré du marché, même corrigé, « ajusté » par l'aumône internationale, est et restera pauvre. C'est ainsi qu'on a justifié

la dévaluation du franc CFA au nom de la « vérité des prix ». Les Programmes d'Ajustement Structurel peuvent bien revenir à posteriori avec des plans de réduction de la pauvreté et de l'analphabétisme : ce sont des pommades cosmétiques qui ne font que corriger les grimaces du système...

Dans ce cadre-là, la qualité des enseignants risque d'être structurellement compromise. Qui gardera les gardiens ? C'est pourquoi nous disons que l'éducation, comme la santé, ne sont pas des biens marchands comme les autres. Elles relèvent de l'être même des individus et des sociétés. À ce titre, et pour paraphraser Emmanuel Kant, les sociétés doivent être non seulement « gérées », non seulement traitées comme un moyen, mais regardées comme une fin en soi.

« Le vieillard, disent les Bambaras, vaut mieux que son prix »². Il en va de même pour l'enfant dans le secteur dit budgétivore de l'Éducation. L'élève assis sur son banc vaut mieux que son prix.

Education in Africa does not yet mean there is an African school. The school is situated in Africa but it does not yet really lead to Africa. In fact it encourages, propels the continent's best young minds outside Africa to the West with the aim of finishing their studies but also unfortunately leading them to settle there for life. Not so much because they are attracted to Europe or North America but out of rejection and repulsion for Africa. Here again our continent spends and capitalises for the first years in the selection of grey matter, but this added value which is the highest among values will profit others. The "daddies' boys", who are best placed for this headlong rush will be lost to Africa. Even the students and future managers who pursue and finish their studies in Africa remain affected by a "Western tropism" indicating that their mind is elsewhere, that although they remain at home mentally they have already migrated towards the planet's "Northern pole".

In the end education which should play a triggering role in the positive chain reaction of the virtuous cycle of democracy and devel-

2. « *Cékoroba kapsa a songo yé* ».

opment continues to act as a negative link in the structural vicious circle of Africa's woes.

We appear to have become resigned to this. The will to eradicate illiteracy appears to be less pronounced, apart from ritual slogans that come to resemble incantations. It is for this reason that we may legitimately ask the following questions: has the school and even education in Africa not been called upon to fulfil an impossible mission? If the answer is no, then which strategic key may serve in starting up an education system able to free up a paralysed and paralysing situation that has prevailed so far, especially in French-speaking African countries?

The impossible nature of things stems from one or several of the following conditions. First of these is the family which is the matrix of society, the almost natural parent of education. Thus childbirth is the first moment in human initiation, the first chapter in the story because it gives individuals a unique "programme" with which to understand and transform the world, to realise themselves through conscience and culture.

The family is the principal framework for education in the years of early childhood recognised today as the crucial and almost definitive phase in terms of the efforts of the human learner since it is at this time and in the space of a few years that a person is given the elements of a powerful cultural code, but one which is also quasi genetic and permanent in nature. However, this code does not exclude subsequent mutations including "brainwashing" and today the African family, as on the other continents, is in the process of disintegration.

From a society previously structured in such a manner as to have no orphans because of the status of the extended family we have come to a situation in which there are thousands, and even tens of thousands of orphans; and many of them are abandoned.

Not only do parents rely on television to entertain and instruct, form (or deform) their children, but teachers, little or badly trained and badly paid³ have distanced themselves ethically from their work which has simply become a means of subsistence.

The persons best placed within the family to carry out the task of educating are indisputably the women. In the original system boys during their first years and girls practically until their marriage were entrusted into the virtually exclusive care of the feminine side of the

3. Cf. Jacques Ruffié, *De la Biologie à la Culture*, Paris, Flammarion, 1983.

"courtyard". Yet until now women's rights, apart from a few apparent improvements mainly in cities, have suffered from serious delays which by "surgical strikes" have especially afflicted women. Things are progressing at an extremely slow pace. Women remain the main "safety fuse" in socio-political problems, tensions and conflicts. This is one of the structural conditions of the African problem, a limiting factor operating somewhere between knowing and having, between education and development.

The fundamental vicious circle is situated between the lack of knowledge and development since women who are in principle best placed to break the circle are its first victims. Women are poor because they are ignorant and they are ignorant because they are poor. But we know that over and beyond knowing and having there is empowerment. Which sort of empowerment will break this vicious circle? Doesn't this circle draw power itself into to its own logic and dynamics?

It was believed at one time that the decentralisation of power could benefit women more. However, decentralisation, which makes grass roots and local authorities responsible, must not be an empty shell abandoned by the State without any possibility of self-financing (having) and without any self-management (empowerment), with in addition a prevalence of certain traditional pre-conceived ideas (knowing) at the basis of the social body. And one must not forget that it is precisely at this level that poverty has an especially adverse effect, structurally destroying the school system, but in itself the structural product of "Structural Adjustment".

Women's capacity to create employment for themselves within the framework of the economics of the people advocates in favour of the application of affirmative action for several generations. This is only fair and in no way does it constitute a privilege.

This has nothing to do with the slogan of the "professionalisation" of schools and Universities which claims to generate capacities adjusted to the Market; as if the market were an inert receptacle waiting to be filled. As though the market in Africa were not in many cases a captive market remote controlled by giant operators with monopolistic designs. As though behind the "invisible hand" of the Market there were not almost invariably the only too visible hand of the law of the jungle.

In short, here as elsewhere, a systemic multidimensional approach is needed. This is the approach that has been adopted in this study.

And from the moment this approach is adopted, women's rights (which concern the whole of society) occupy a central, motivating and determining position in driving the education system as a whole. A universal key? Indeed! Except that among the sub-systems in the dialectics of knowledge some depend on other systems (having, empowerment, being, seeming, etc.) the influence of which is exerted according to autonomous processes that inhibit and perturb strictly educational strategies. Hence the advantage of integrating as much as possible such strategies within a global social programme.

In a nutshell, not only is education a part of everything, but everything is a part of education, including structural self-adjustment. The principle is to make Education a part of the development and development a part of a vast objective of Education; this is what women seek to achieve on a daily basis before our very eyes.

Beyond the family and women who are at its heart, the principal stakeholders in education in Africa are the State, the private sector and the teachers. But the State is breaking away from education financially and, most important, it is relinquishing to the highest bidder its authority as the pilot of social reproduction. Yet this responsibility cannot and must not be shouldered by the private sector concerned principally with profitable management and specific aims, which although they may be respectable are not general. To take the place of the authority of the State there can be no player able to measure up to what is at stake since Education is not only a matter of sovereignty, it is also one of identity. It should be given at least as much importance as National Defence.

However, today African States are sacrificing themselves on the altar of short-term growth. The African State has hardly, if at all, been built, yet it is being encouraged to renounce power, in other words, to commit suicide.

The Private sector under its many forms will fill the vacuum left by the State. But for what? We may assume that it will be for better and for worse. Here as elsewhere, private fruit will at times be succulent, but elitist, and at other times sour or bitter. The results of the private sector tend to adjust to market standards, perpetuating the dominant class in luxury establishments and training labour in "ordinary" schools: as in the "dual" and antagonistic society produced by

Africa today, with luxury laboratories and clinics standing alongside destitute hospitals. Access to knowledge, as access to health care, is commensurate with what the students and the patients are able to pay. This means that in a country like Burkina Faso where half the population is poor the quality of education, defined according to the market and even corrected or "adjusted" by international charity, is and will remain poor. This was how the devaluation of the CFA franc in the name of "real prices" was brought about. After the fact Structural Adjustment Programmes may well present plans for reducing poverty and illiteracy: these are cosmetic measures that only serve to mask the system's inadequacies...

Within such a framework the quality of the teachers is likely to be structurally compromised. Who will keep an eye on the watchdogs? That is why we say that education, as in the case of health, is not a commodity like any other. It has an impact on the very essence of individuals and societies. In this respect, and to paraphrase Emmanuel Kant, societies must not only be "managed", nor only treated as a means, but they must also be considered as an end in themselves.

The Bambara say "the old man is worth more than his cost"⁴. The same applies for children in the budget-starved sector of Education. The pupil seated on his school bench is worth more than his cost.

4. « *Cékoroba kapsa a songò yé* ».